

***Appel d'offres ouvert national sur offres de prix
n° 04/2026
(Séance publique)***

***CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
RELATIF A L'ACHAT DE FOURNITURES POUR
MATERIEL INFORMATIQUE AU PROFIT DE LA
CAISSE DE COMPENSATION A RABAT
(LOT UNIQUE).***

Appel d'offres Réservé en faveur de la très petite, de la petite et moyenne entreprise, de la coopérative, de l'union des coopératives et de l'auto-entrepreneur.

Le présent appel d'offres est lancé conformément aux alinéas 1 paragraphe 1 de l'article 19 et paragraphe 1 et paragraphe 3-b de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.



Préambule du cahier des prescriptions spéciales

Passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 19, paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b) paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics

ENTRE

La Caisse de Compensation représentée par. Le(maître d'ouvrage).

Désigné ci-après par le terme "maître d'ouvrage",

D'UNE PART,

ET

1- Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte

Je soussigné..... (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, Adresse du domicile élu.....

Affilié à (1)..... sous le numéro :

Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le numéro

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaireà la

Ouvert au nomà la

Désigné ci-après par le terme « Prestataire de services » ou « Titulaire »

2- Cas des auto-entrepreneurs

Je soussigné..... (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu

Affilié à (1)..... sous le numéro :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaireà la

Ouvert au nomà la

Désigné ci-après par le terme « Prestataire de services » ou « Titulaire »

3- Cas des sociétés

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique), au capital social de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu

affiliée à (1)sous le numéro

Inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le numéro

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro :



Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
Relevé d'identité bancaire
Ouvert au nomà la

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire de services** » ou « **Titulaire** »

4- Cas des coopératives ou union de coopératives

Je soussigné (prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital de.....

Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives :

Adresse du domicile élu :

Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro

Affiliée à la CNSS (1) sous le numéro

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire

Ouvert au nomà la

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire de services** » ou « **Titulaire** »

5- Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés :

- ✓ Membre n°1 : *(Servir les renseignements le concernant)*
- ✓ Membre n°2 : *(Servir les renseignements le concernant)*
- ✓ Membre n°n : *(Servir les renseignements le concernant)*

Nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement;

Désigné ci-après par le terme « **titulaire** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT



SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.

Article 1	:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON	05
Article 2	:	CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES	05
Article 3	:	MAITRE D'OUVRAGE	05
Article 4	:	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES	05
Article 5	:	PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHE	05
Article 6	:	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AUX MARCHES	05-06
Article 7	:	VALIDITE DU MARCHE- DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	06
Article 8	:	SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES	06
Article 9	:	ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	06
Article10	:	NANTISSEMENT	07
Article11	:	SOUS-TRAITANCE	07
Article12	:	DELAIS DE LIVRAISON	07
Article13	:	NATURE DES PRIX	07
Article14	:	CARACTERE DES PRIX	08
Article15	:	CAUTIONNEMENT PROVISoire ET DEFINITIF	08
Article16	:	ASSURANCES - RESPONSABILITE	08
Article17	:	PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	08
Article18	:	DELAi DE GARANTIE	08-09
Article19	:	RETENUE DE GARANTIE	09
Article20	:	CONDITIONS DE LIVRAISON	09-10
Article21	:	CONDITIONS DE RECEPTION	10
Article22	:	MODALITES DE REGLEMENT	10
Article23	:	PENALITES DE RETARD	11
Article24	:	DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	11
Article25	:	CAS DE FORCE MAJEURE	11
Article26	:	ARRET DE LA PRESTATION	11
Article27	:	RESILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES	11
Article28	:	LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET CONFLIT D'INTERET	12
Article29	:	REGLEMENT DES DIFFERENTS ET LITIGES	12
Article30	:	AVANCES	12
Article31	:	CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS	12
Article32	:	PROTECTION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article33	:	SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FOURNITURES POUR MATERIEL INFORMATIQUE	13
-----------	---	--	----



ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON

Le présent appel d'offres ouvert national sur offre de prix, a pour objet **l'achat de fournitures pour matériel informatique au profit de la Caisse de Compensation à Rabat (lot unique)**.

Lieu de livraison : la Caisse de Compensation sise avenue El hadj Ahmed Charkaoui, Quartier Administratif Agdal –Rabat-.

Tel 05-37-76-06-06 - fax 05-37-76-50-91.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres consiste à l'achat de fournitures pour matériel informatique au profit de la Caisse de Compensation (lot unique).

Les spécificités techniques de fournitures pour matériel informatique sont indiquées dans l'article 33 du chapitre II.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé à la suite du présent appel d'offres ouvert national est la « Caisse de Compensation », représentée par « la Directrice », est désignée ci-après par « CDC » ou le « Maître d'ouvrage ».

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Les documents constitutifs du marché issu de cet appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement.
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales.
3. Le bordereau des prix – détail estimatif.
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché issu de cet appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de services ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue à l'article 57 du CCAG-T, le cas échéant.

ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le prestataire est soumis aux dispositions définies par les textes suivants :

- Le Dahir n°1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) portant réorganisation de la Caisse de Compensation ;
- Le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n°1-03-195 portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle Financier de l'Etat sur les entreprises publique et autres organismes.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir n°1.85.347 du 7 Rabii II 1408(20/12/1985) portant promulgation de la loi n°30.85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A).

Appel d'offres n° 04/2026



- Le Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux passés pour le compte de l'Etat
- Le décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437(22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
- La Loi 18-12 relative à la réparation des accidents du travail promulgué par le dahir n°1-14-190 ;
- Circulaire n°72 CAB du 1er ministre du 26/11/90 relative aux modalités d'application du dahir 1/56-211 concernant les garanties pécuniaires exigées des titulaires et adjudicataires des marchés publics ;
- L'Arrêté du MEF n° 1692-23 du 23 Juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat sont rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le titulaire du marché, qui résulte du présent appel d'offres, s'il ne les possède pas, devra se procurer ces documents. Il ne pourra en aucun cas invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHE- DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par Directrice de la Caisse de Compensation et son visa par le contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est la requis. L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article n°143 du décret 2-22-431 précité. Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du décret précité.

ARTICLE 8 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Un comité de suivi sera désigné par décision du Maître d'ouvrage et aura pour mission de :

- Assurer le suivi de l'exécution en bonne et due forme du marché, en veillant au respect des engagements contractuels par le titulaire ;
- Veiller au respect des délais d'exécution et des engagements du titulaire ;
- Contrôler la conformité des fournitures livrées aux spécifications techniques prévues par le marché ;
- Procéder à la réception provisoire et définitive des fournitures, conformément à la réglementation applicable ;
- Etablir les procès-verbaux de réception de la livraison.

Pendant toute la période d'exécution du marché, le prestataire devra désigner ses représentants auprès de la Caisse de Compensation.

ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

A défaut par le titulaire de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 20 du CCAG-T, toutes les notifications qui se rapportent au marché issu de cet appel d'offre auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le prestataire pourra bénéficier du régime institué par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics. Dans le cas d'une affectation en nantissement de marché, il est précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Directeur de la Caisse de Compensation.
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 précitée peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 précitée.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la Caisse de Compensation, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues par l'article 151 du décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane 1444(08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le prestataire est libre de sous-traiter une partie des prestations de son choix à condition que le sous-traitant soit agréé par le Maître d'ouvrage avant le commencement de l'exécution du marché issu du présent cet appel d'offres.

La sous-traitance ne peut dépasser 50% du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché qui est les prix n° 1 à 30.

Si le titulaire recourt à la sous-traitance, il est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous traitées.

ARTICLE 12 : DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison de fournitures pour matériel informatiques est d'une durée de **deux (2) mois**.

Il prendra effet à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service invitant le titulaire à commencer la livraison des fournitures.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

Le marché qui résultera du présent appel d'offres est passé par prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif, joint au présent CPS, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution du marché.



ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret n° 2-22-431 précité, les marchés de fournitures pour matériel informatique sont passés à prix fermes.

Les prix du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

15-1 Cautionnement provisoire

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **Cinq mille deux cent cinquante-cinq Dirhams (5 255,00 DH)**.

Il est constitué dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

15-2 Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur et doit être constitué dans les vingt (20 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive de la totalité des fournitures objets du marché.

Il sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive de la fourniture.

En cas de groupement, le paragraphe C de l'article 150 du décret n°2-22-431 précité sera appliqué.

Article 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des prestations, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-T.

ARTICLE 17 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaire et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 18 : DELAI DE GARANTIE

18-1 Le fournisseur garantit que toutes les **fournitures pour matériel informatique** livrées en exécution du présent appel d'offre sont neuves, n'ont jamais été utilisées, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de technologie.

Le fournisseur garantit, en outre, que toutes les **fournitures pour matériel informatique** livrées en exécution du présent marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre ou à tout acte ou omission du fournisseur, survenant pendant l'utilisation normale des **fournitures pour matériel informatique** livrées dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.

18.2- Cette garantie demeurera valable **six (06) mois**, après la réception des **fournitures pour matériel informatique**.

18.3- la Caisse de Compensation notifiera rapidement au fournisseur par écrit toute réclamation faisant jouer cette garantie.

18-4 -A la réception d'une telle notification, le fournisseur, dans un délai de 10 jours, remplacera les **fournitures pour matériel informatique** défectueuses, sans frais pour la Caisse de Compensation.

18.5- Si le fournisseur, après notification, manque à rectifier la ou les déficiences dans des délais raisonnables, la Caisse de Compensation peut commencer à prendre les mesures coercitives nécessaires aux risques et frais du fournisseur et sans préjudice d'aucun recours de la Caisse de Compensation contre le fournisseur en application des clauses de l'appel d'offres. Les conditions de ces mesures coercitives sont définies dans le CCAG-T.

ARTICLE 19 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur le paiement. Elle est égale à dix pour cent (10%) du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, des montants des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage à l'issue de la réception définitive du marché.

ARTICLE 20 : CONDITIONS DE LIVRAISON

20.1. Modalités de livraison :

La livraison objet du marché qui résultera du présent appel d'offres devra être réalisée par les moyens propres du titulaire au local du maître d'ouvrage sis à avenue El hadj Ahmed Charkaoui, Quartier Administratif Agdal –Rabat-.

Les fournitures pour matériel informatique livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un certificat délivré par un fournisseur agréé attestant l'originalité de tous les toners, d'un bulletin de livraison établi en 2 exemplaires. Ce bulletin doit indiquer :

- La date de livraison,
- La référence du marché,
- L'identification du fournisseur,
- L'identification des fournitures pour matériels informatiques livrés (n° du marché, n° de l'article désignation et caractéristique technique, quantité livrée ...)

Toute livraison de **fournitures pour matériel informatique** doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés.

Avant toute livraison de **fournitures pour matériel informatique**, le titulaire du marché issu du présent appel d'offres doit faire parvenir un préavis d'au moins 2 jours au maître d'ouvrage.

20.2. Conditions de livraison :

Les livraisons de **fournitures pour matériel informatique** auront lieu à la Caisse de Compensation. Elles sont effectuées en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

Lorsque les contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les **fournitures pour matériel informatique** indiquées dans le marché issu du présent appel d'offres et ceux effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires pour la correction des anomalies constatées, ou le cas échéant pourvoir au remplacement des **fournitures pour matériel informatique** non conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des **fournitures pour matériel informatique** jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non-réception par le maître d'ouvrage, ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts, et anomalies constatées, ou remplacement des **fournitures pour matériel informatique** refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

Les fournitures pour matériel informatique doivent être emballées dans leur boîte d'origine.

20.3. Emballage :

Les emballages doivent présenter toutes les garanties d'étanchéité et de sécurité. L'emballage sera suffisant pour résister en toutes circonstances et à tout égard à une manutention brutale, à des températures extrêmes, aux aléas atmosphériques pendant le voyage et le stockage. Les dimensions, la nature et le poids des colis tiendront compte chaque fois que nécessaire de l'éloignement de la destination finale.

Les emballages doivent porter à un endroit visible le nom du fournisseur et les références d'identification des articles.

20.4. Contrôle à la livraison :

Les livraisons feront l'objet d'une vérification et d'un contrôle qui porteront sur la conformité des **fournitures pour matériel informatique** livrées et consiste à vérifier si les produits livrés correspondent à ceux qui ont été spécifiés dans l'offre initiale du soumissionnaire.

ARTICLE 21 : CONDITIONS DE RECEPTION

a) Réception provisoire

La réception des **fournitures pour matériel informatique**, objet du marché issu du présent appel d'offre, sera faite sur la base des quantités réellement livrées rapportées au prix unitaire mentionné dans le bordereau des prix-détail estimatif et après avoir satisfait toutes les conditions et spécifications techniques requises. Il est fait application de l'article 73 du CCAGT.

La réception des **fournitures pour matériel informatique** sera prononcée sur la base d'un procès-verbal établi à cet effet et signé par le Maître d'Ouvrage.

b) Réception définitive

La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie et sur la base d'un procès-verbal établi à cet effet. Il est fait application de l'article 76 du CCAGT.

ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements des sommes dues au fournisseur en exécution du présent appel d'offres seront effectués, **dans un délai de 60 jours**, après la date de la réception en application des prix du bordereau des prix-détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, et de l'application des pénalités de retard le cas échéant.

Le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par le bon de livraison et indiquant les quantités livrées, le montant à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Les sommes dues au fournisseur seront versées au compte ouvert au nom du titulaire précisé dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

Le titulaire du marché issu de cet appel d'offres devra en temps utile, notifier par écrit tout changement, dans le numéro et la domiciliation de son compte courant.



ARTICLE 23 : PENALITE DE RETARD

A défaut d'avoir terminé la livraison, dans le délai prescrit, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux prestations supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des prestations. Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché issu du présent appel d'offre.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8% (Huit pour cent) du montant initial du marché majoré éventuellement des montants correspondants aux prestations supplémentaires et à l'augmentation de la masse des prestations.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

ARTICLE 24 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application des dispositions de l'article 7 du CCAG-T, le marché issu du présent appel d'offres reste assujéti aux droits pouvant découler des lois et règlements en vigueur en matière d'enregistrement.

ARTICLE 25 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, Il sera appliqué les dispositions de l'article 47 du CCAG-T.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 47 du CCAG-T, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 70cm.
- La pluie : 150mm.
- Le vent : 200 Km/h.
- Le séisme : 5,5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 26 : ARRET DE LA PRESTATION

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'exécution des prestations objet du marché conformément aux conditions prévues par l'article 49 du CCAG-T.

ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE ISSUS DU PRESENT APPEL D'OFFRES

La résiliation du marché qui résultera du présent appel d'offres peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n°2-22-431 précité et celles prévues par l'article 69 CCAG-T.

La résiliation du marché qui résultera du présent appel d'offres ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché issu de cet appel d'offres en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du fournisseur, la Caisse de Compensation, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le fournisseur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission du marché, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de l'administration.



ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Les dispositions de l'article 162 du décret 2-22-431 précité s'appliquent.

ARTICLE 29 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestation entre le maître d'ouvrage et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 81 et 82 du CCAG-T précité. Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative, conformément à l'article 83 du CCAG-T précité.

ARTICLE 30 : AVANCES

Conformément au décret n° 2.14.272 du 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics, le présent appel d'offres ne prévoit pas d'avances.

ARTICLE 31 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Les informations transmises au titulaire seront confidentielles et limitées à ce qui est nécessaire à l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 32 : PROTECTION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La Caisse de Compensation peut collecter et traiter des données à caractère personnel en vue d'assurer ses opérations. Afin de permettre à la Caisse de Compensation de répondre à ses obligations légales, ces données peuvent être transmises aux organismes de gouvernance, d'inspection et de Contrôle. Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la Commission Nationale de Contrôle de Protection des Données à Caractère Personnel. La Caisse de Compensation garantit l'exercice des droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi 09-08.



K ✓

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 33 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FOURNITURES POUR MATERIEL INFORMATIQUE

ARTICLE	DESIGNATION
1	KIT DE TRANSFERT HP ORIGINAL P1B93A POUR HP COLOR LASER JET MFP M681
2	KIT D'ENTRETIEN J8J88A
3	KIT DE FUSION P1B92A
4	TONNER 207 A W2210 A NOIR AUTHENTIQUE
5	TONNER 207 A W2211 A BLEU AUTHENTIQUE
6	TONNER 207 A W2212 A JAUNE AUTHENTIQUE
7	TONNER 207 A W2213 A ROUGE AUTHENTIQUE
8	TONNER 655A CF450A NOIR AUTHENTIQUE
9	TONNER 655A CF451A BLEU AUTHENTIQUE
10	TONNER 655A CF452A JAUNE AUTHENTIQUE
11	TONNER 655A CF453A ROUGE AUTHENTIQUE
12	TONNER HP 213 A W 2130A NOIR ORIGINAL AUTHENTIQUE
13	TONNER HP 213 A W 2131A CYAN ORIGINAL AUTHENTIQUE
14	TONNER HP 213 A W 2132A JAUNE ORIGINAL AUTHENTIQUE
15	TONNER HP 213 A W 2133A MAGENTA ORIGINAL AUTHENTIQUE
16	TONNER HP 508 A CF 360A NOIR ORIGINAL AUTHENTIQUE
17	TONNER HP 508 A CF361A BLEU ORIGINAL AUTHENTIQUE
18	TONNER HP 508 A CF362A JAUNE ORIGINAL AUTHENTIQUE
19	TONNER HP 508 A CF363A ROUGE ORIGINAL AUTHENTIQUE
20	TONNER HP CYAN 230A (W2301A)
21	TONNER HP JAUNE 230A (W2302A)
22	TONNER HP MAGENTA 230A (W2303A)
23	TONNER HP NOIR 230A (W2300A)
24	SOCLE MICRO TOUT-EN-UN - MFS22 MICRO FORM FACTOR ALL-IN-ONE STAND
25	TAPIS DE SOURIS QUALITE SUPERIEURE
26	BARETTE MEMOIRE POUR WORKSTATION UDIMM ECC REG 32GB DDR5 4800 MHZ DUAL CHANNEL
27	BARETTE MEMOIRE POUR SERVEUR PROLIANT 380 GEN 11 UDIMM ECC REG 32GB DDR5 4800 MHZ DUAL CHANNEL
28	CLE DOUBLE CONNECTIQUE USB 3.2 TYPE-C ULTRA DUAL DRIVE 128GO
29	BARRETTE MEMOIRE DDR5 5600MHZ 16 GO POUR PC DE BUREAU
30	CABLE DISPLAYPORT 1.4 TO MINISPLAY 1,5M 8K

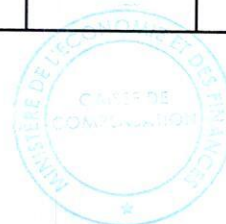


LE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°04/2026

Objet: l'achat de fournitures pour matériel informatique au profit de la Caisse de Compensation à Rabat (lot unique).

n° prix	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire en dh/htva (en chiffres)	Prix Total (en chiffres)
1	KIT DE TRANSFERT HP ORIGINAL P1B93A POUR HP COLOR LASER JET MFP M681	U	1		
2	KIT D'ENTRETIEN J8J88A	U	2		
3	KIT DE FUSION P1B92A	U	2		
4	TONNER 207 A W2210 A NOIR AUTHENTIQUE	U	2		
5	TONNER 207 A W2211 A BLEU AUTHENTIQUE	U	1		
6	TONNER 207 A W2212 A JAUNE AUTHENTIQUE	U	1		
7	TONNER 207 A W2213 A ROUGE AUTHENTIQUE	U	1		
8	TONNER 655A CF450A NOIR AUTHENTIQUE	U	2		
9	TONNER 655A CF451A BLEU AUTHENTIQUE	U	2		
10	TONNER 655A CF452A JAUNE AUTHENTIQUE	U	1		
11	TONNER 655A CF453A ROUGE AUTHENTIQUE	U	1		
12	TONNER HP 213 A W 2130A NOIR ORIGINAL AUTHENTIQUE	U	7		
13	TONNER HP 213 A W 2131A CYAN ORIGINAL AUTHENTIQUE	U	5		
14	TONNER HP 213 A W 2132A JAUNE ORIGINAL AUTHENTIQUE	U	5		
15	TONNER HP 213 A W 2133A MAGENTA ORIGINAL AUTHENTIQUE	U	5		
16	TONNER HP 508 A CF 360A NOIR ORIGINAL AUTHENTIQUE	U	3		
17	TONNER HP 508 A CF361A BLEU ORIGINAL AUTHENTIQUE	U	2		
18	TONNER HP 508 A CF362A JAUNE ORIGINAL AUTHENTIQUE	U	2		
19	TONNER HP 508 A CF363A ROUGE ORIGINAL AUTHENTIQUE	U	2		
20	TONNER HP CYAN 230A (W2301A)	U	14		
21	TONNER HP JAUNE 230A (W2302A)	U	12		
22	TONNER HP MAGENTA 230A (W2303A)	U	12		
23	TONNER HP NOIR 230A (W2300A)	U	12		




24	SOCLE MICRO TOUT-EN-UN - MFS22 MICRO FORM FACTOR ALL-IN-ONE STAND	U	10		
25	TAPIS DE SOURIS QUALITE SUPERIEURE	U	20		
26	BARETTE MEMOIRE POUR WORKSTATION UDIMM ECC REG 32GB DDR5 4800 MHZ DUAL CHANNEL	U	2		
27	BARETTE MEMOIRE POUR SERVEUR PROLIANT 380 GEN 11 UDIMM ECC REG 32GB DDR5 4800 MHZ DUAL CHANNEL	U	4		
28	CLE DOUBLE CONNECTIQUE USB 3.2 TYPE-C ULTRA DUAL DRIVE 128GO	U	5		
29	BARRETTE MEMOIRE DDR5 5600MHZ 16 GO POUR PC DE BUREAU	U	10		
30	CABLE DISPLAYPORT 1.4 TO MINISIPLAY 1,5M 8K	U	2		
MONTANT TOTAL HORS TVA					
MONTANT TVA (20%)					
MONTANT TOTAL TTC					

Fait à, le 12 JUIN 2026


 Directrice de la Caisse
 de Compensation
 Signature Rachida AABAD



Appel d'offres ouvert national n°04/2026 relatif à l'achat de fournitures pour matériel informatique au profit de la Caisse de Compensation à Rabat (lot unique).

LE CONCURRENT	LE MAITRE D'OUVRAGE
<p data-bbox="373 499 534 533">Lu et accepté</p> <p data-bbox="288 831 592 864">Rabat, le.....</p>	 <p data-bbox="906 831 1298 887">Rabat, le.....12 JUIN 2026</p>

